

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi reportant les élections aux chambres de métiers ; Art. 1^{er} : *Son amendement limitant au 30 avril 1957 le mandat des membres des chambres de métiers* [9 octobre 1956] (p. 4063) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à supprimer cet article (Répression des infractions à la qualification professionnelle)* [10 octobre 1956] (p. 4100) ; en deuxième lecture, Art. 5 bis : *Son amendement tendant à supprimer cet article (Pouvoir permettant aux préfets d'accorder des dérogations)* [26 octobre 1956] (p. 4352) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957 ; Art. 15, Etat D, MARINE MARCHANDE : *Fermeture du canal de Suez, diminution du trafic des ports ; Diminution de l'activité des raffineries de pétrole, situation des travailleurs de ces entreprises* [4 décembre 1956] (p. 5497, 5498). — Pose à M. le Ministre des Anciens combattants et Victimes de guerre une question orale relative au transfert des corps des soldats tués en Algérie [1^{er} mars 1957] (p. 1229). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1957 et ratification de décrets ; Art. 33 : *Libération du prix des loyers vacants au 1^{er} janvier 1958 ; Son amendement (Abrogation de l'art. 3 bis de la loi du 1^{er} septembre 1948)* [16 décembre 1957] (p. 5388, 5389).

EUDIER (M. Louis), Député de la Seine-Maritime (2^e circonscription) (C.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 45). = Est nommé membre de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503).

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956 ; RECONSTRUCTION ET LOGEMENT, Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement indicatif (Exonération des sinistrés du paiement de l'impôt foncier)* [5 juin 1956] (p. 2299) ; Art. 37 : *Son amendement indicatif tendant à faire régler en espèces les propriétaires possédant une créance de dom-*

mages de guerre pour une résidence secondaire [21 juin 1956] (p. 2877) ; Art. 59 : *Son amendement tendant à exclure des crédits prévus les autorisations d'engagement utilisées en 1955 par anticipation sur 1956* [22 juin 1956] (p. 2914) ; le retire (p. 2914) ; — du projet de loi tendant à favoriser la construction de logements et les équipements collectifs ; Art. 3 ter : *Son amendement tendant à modifier la rédaction du paragraphe 2* [16 novembre 1956] (p. 4789) ; *Son amendement visant la durée d'amortissement et le taux d'intérêt des prix accordés aux organismes d'H. L. M.* (p. 4790) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à ne permettre d'investir les dommages de guerre mobiliers que dans des constructions d'habitations à loyer modéré* [19 novembre 1956] (p. 4814) ; le retire (*ibid.*) ; Art. 11 : *Sa demande de disjonction (Fixation du taux des redevances d'occupation de bâtiments provisoires)* (p. 4846) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957 ; Art. 16, Etat E : *Indemnisation des éléments d'exploitation* [5 décembre 1956] (p. 5554) ; *Réquisition des locaux occupés* (*ibid.*). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat aux Travaux publics et au Tourisme une question orale relative au rétablissement de la ligne Paris—Dieppe—Newhaven [22 février 1957] (p. 1066). — Prend part à la discussion ; du projet de loi relatif à la construction d'un paquebot sur la ligne de New-York et approbation d'avenants ; Art. 4 : *Incidences économiques et sociales de l'annulation de la construction du navire, revalorisation des pensions des marins* [16 juillet 1957] (p. 3635) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1958 ; Deuxième partie, Crédits d'investissements, RECONSTRUCTION ET LOGEMENT, Art. 15 : *La diminution des crédits de voirie et réseaux divers* [10 mars 1958] (p. 1455).

EVRARD (M. Just), Député du Pas-de-Calais (2^e circonscription) (S.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). = Est nommé membre : de la Commission de la production industrielle et de l'énergie [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503) ; de la Commission de la Défense nationale [7 février 1956] (p. 214), [4 octobre 1957] (p. 4502) (1).

(1) Démissionnaire [3 décembre 1957] (p. 5102).